

BULLETIN DE L'ITIE

2009-02

Secrétariat International de l'ITIE Oslo, le 21 avril 2009

Chers amis et partenaires de l'ITIE,

La première moitié de l'année a été chargée pour l'ITIE. La **4^e Conférence mondiale de l'ITIE** qui a eu lieu à Doha, au Qatar, à la mi-février a été couronnée de succès, soulignant le profil et le soutien croissant dont bénéficie l'initiative sur la scène internationale. Ce soutien a été prouvé à la fin mars lorsque le Président Nicolas **Sarkozy** s'est exprimé en faveur de l'ITIE au cours d'une visite d'état au Niger.

Au cours des mois derniers, tout un ensemble de nouveaux pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe ont déclaré leur intention de devenir des pays mettant en œuvre l'ITIE et ont commencé le processus d'adhésion, y compris l'**Afghanistan**, l'**Albanie**, le **Burkina Faso**, l'**Indonésie**, et le **Mozambique**.

Au fur et à mesure de l'année 2009, les activités de l'ITIE seront de plus en plus centrées sur l'aide apportée aux pays mettant en œuvre l'ITIE dans le cadre de l'atteinte des **dates limites de validation en 2010** afin qu'ils puissent continuer à se prévaloir de la qualité de membres. Les mois qui viennent sont essentiels en vue de prouver que le modèle de l'ITIE constitue un outil efficace et pratique que les pays peuvent utiliser dans leurs efforts d'amélioration des normes de gouvernance et de réduction de la pauvreté dans leurs industries extractives.

Il est par conséquent encourageant que l'**Azerbaïdjan** ait à présent complété la validation, devenant ainsi le premier pays conforme à l'ITIE. J'aimerais louer tous les partenaires et toutes les parties prenantes qui travaillent d'arrache-pied en vue de garantir que davantage de pays candidats compléteront la validation.

Bien cordialement,



Peter Eigen

Table des matières

Nouveaux pays adhérents	2
La semaine ITIE à Washington DC	2
Séminaires de formation de l'ITIE	2
MM. Sarkozy et Eigen au Niger	3
Le Libéria publie son premier rapport ITIE	3
Le Kazakhstan publie son deuxième rapport ITIE	3
ArcelorMittal : une nouvelle société soutient l'ITIE	3
Lettre du président suite à la Conférence de Doha	4
Points forts de la Conférence	5
Citations de la Conférence à Doha	6
Le Conseil d'administration 2009-2011 de l'ITIE	7
Nouvelles publications de l'ITIE	8
Personnel du Secrétariat International	8

Le bulletin de l'ITIE

Le Secrétariat de l'ITIE expédie le bulletin de l'ITIE tous les deux mois. Pour s'abonner à ce bulletin, veuillez consulter notre site Internet. Vous y trouverez également les versions française et russe du bulletin ainsi que les numéros précédents. N'hésitez pas à envoyer vos questions et commentaires à son sujet au Directeur de la communication Anders Tunold Kråkenes à akrakenes@eiti.org.

Nouveaux pays adhérents

Albanie

Le Premier ministre de l'Albanie a déclaré que son pays avait décidé de mettre en œuvre l'ITIE. Ceci a été annoncé dans une lettre adressée à Peter Eigen et réitéré à l'occasion de la Conférence à Doha.



Indonésie

L'Indonésie est l'État le plus peuplé du monde riche en industries extractives, disposant à la fois d'hydrocarbures et de minerais. Ce pays a annoncé son intention de travailler en vue de se conformer à l'ITIE et de poser sa candidature afin de devenir un pays candidat à l'ITIE.



Une note d'entente officielle conclue entre le ministre coordinateur des Affaires économiques, le ministre des Finances et le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles énonce un accord de collaboration en matière de mise en œuvre de la transparence des revenus en provenance des industries extractives, fondé sur les meilleures pratiques internationales, y compris les critères et indicateurs de mise en œuvre de l'ITIE. L'initiative sera menée par le ministre coordinateur des Affaires économiques.

Afghanistan

Le gouvernement de l'Afghanistan a décidé de mettre en œuvre l'ITIE. Le ministre des Finances afghan Dr Omar Zakhilwal a annoncé cette décision dans une lettre adressée à Dr Eigen. Dans cette lettre, il indiquait : « je suis ravi d'annoncer que le Cabinet, après délibérations, a décidé que l'Afghanistan se joindrait à l'ITIE. Nous prendrons les mesures nécessaires afin de commencer immédiatement sa mise en œuvre nationale, travaillant en collaboration avec les sociétés des industries extractives ainsi que les représentants de la société civile afghane.



Le Secrétariat de l'ITIE a désormais hâte de recevoir la demande officielle du pays. Il est prêt avec ses partenaires, et notamment la Banque mondiale, à assister aux préparatifs, y compris à la rédaction d'un plan de travail énonçant la façon dont le processus ITIE sera mis en œuvre. Une fois la candidature envoyée, le Conseil d'administration de l'ITIE examinera si l'Afghanistan a satisfait aux quatre critères de la phase d'adhésion.

Pour tout complément d'information sur la mise en œuvre de l'ITIE en Afghanistan, en Albanie et en Indonésie, veuillez contacter le directeur régional Sam Bartlett (sbartlett@eiti.org).

Pour tout complément d'information sur la mise en œuvre de l'ITIE au Burkina Faso, veuillez contacter Tim Bittiger (tbittiger@eiti.org) et sur la mise en œuvre de l'ITIE au Mozambique, Eddie Rich (erich@eiti.org).

La semaine ITIE à Washington DC

Pendant la semaine du 11 au 15 mai, plusieurs réunions dans le monde de l'ITIE se dérouleront de manière simultanée à Washington DC ; celles-ci seront organisées par la Banque mondiale.

- ◆ Une deuxième réunion des coordinateurs nationaux de l'ITIE ;
- ◆ Une réunion du Conseil d'administration de l'ITIE ;
- ◆ Une réunion du Comité de gestion du Fonds multi-bailleurs de l'ITIE ;
- ◆ Une réunion sur la déclaration de l'information financière de l'ITIE ; et
- ◆ Une table ronde autour des questions infranationales (voir ci-dessous).

Table ronde autour des questions infranationales

Les parties prenantes, les experts et les praticiens discuteront de la mise en œuvre de l'ITIE au niveau infranational (régional, municipal et des gouvernements). La transparence des flux de revenus et l'utilisation des ressources des industries extractives revenant aux gouvernements infranationaux est essentielle en vue de garantir que la richesse en minerais se traduit par le développement et la réduction de la pauvreté. L'ITIE peut être un outil efficace pour relever ces défis.

Séminaires de formation de l'ITIE

La formation sur l'ITIE destinée aux fonctionnaires de gouvernement et autres parties prenantes est essentielle au succès de l'initiative. En 2009, trois séminaires de formation sont prévus pour les parties prenantes dans les pays mettant en œuvre l'ITIE, y compris les pays qui ont récemment rejoint l'initiative tels que la Tanzanie ou encore ceux qui cherchent à le faire tels que le Mozambique. Ces séminaires auront lieu à Berlin, en Allemagne, du 6 au 8 mai ; en Afrique de l'Ouest, à Douala, au Cameroun, du 3 au 5 juin, et en Afrique de l'Est, à Dar es Salaam, du 15 au 17 juin. Les séminaires sont des événements privés.

Pour tout complément d'information, veuillez consulter le site Internet de l'ITIE.



© Service photo Elysée - P.Segrette

Sarkozy : la Transparence est primordiale pour les affaires

Le Président français Nicolas Sarkozy a réitéré le soutien de la France à l'ITIE à l'occasion de sa visite au Niger le 27 mars. Lors d'une table ronde de l'ITIE, le Niger et la France ont confirmé leur engagement vis-à-vis du critère pour la transparence de l'ITIE comme principe directeur de leurs relations commerciales à long terme. Lors de cette table ronde, le Président de l'ITIE Peter Eigen a mis l'accent sur le fait que la réunion prouvait l'importance des partenariats multipartites qui font le succès de l'ITIE, rassemblant gouvernements, entreprises et société civile.

Le président Sarkozy a soutenu que le respect des normes ITIE était positif pour les affaires et également nécessaire afin de garantir le caractère durable des relations commerciales. Reconnaisant que la France dépend de l'uranium nigérien, autant que le Niger dépend des investissements français, il a appelé à un partenariat stratégique fondé sur les avantages réciproques et la transparence, le nommant « la seule pratique commerciale durable au 21e siècle ». Stipulant que les Nigériens devraient avoir le droit de savoir combien rapportait l'uranium et comment ces revenus étaient utilisés, M. Sarkozy a vanté l'ITIE comme mécanisme idéal pour exercer une influence sur la transparence de la relation commerciale franco-nigérienne. Il a souligné l'importance de la validation ITIE par le Niger et a appelé à la conformité avec l'initiative comme « moyen à une fin plus grande », à savoir celle de réduire la pauvreté et garantir la croissance.

Dans son discours d'ouverture, le Premier ministre nigérien a confirmé l'importance de l'ITIE en vue de garantir que les revenus issus du commerce de l'uranium profitent à la population et mènent au développement de son pays.

Étaient également présents à cet événement le ministre nigérien des Mines, le ministre français des Finances, le Secrétaire d'État français aux droits de l'homme, le Président d'Areva et les représentants des groupes multipartites du Comité national nigérien de l'ITIE pour la consultation.

Le Kazakhstan publie son 2e rapport

L'ITIE au Kazakhstan a récemment publié son deuxième rapport qui est désormais disponible sur le site Internet www.eiti.kz. L'ITIE Kazakhstan opère désormais la transition vers la phase de validation.

Le Libéria publie son 1er rapport ITIE

Le 9 février, la Présidente Ellen Johnson-Sirleaf a publié le premier rapport ITIE du pays couvrant la période allant du 1er juillet 2007 au 30 juin 2008. Le Libéria devient ainsi le 11e pays à effectuer sa déclaration de l'information financière ITIE et le premier à inclure l'exploitation forestière dans son rapport. Dans son allocution à l'occasion de cette publication, la Présidente a mentionné les efforts fournis afin de faire voter une législation LEITI en vue d'obliger toutes les parties concernées à se conformer aux exigences de déclaration de l'information financière de l'ITIE.

ArcelorMittal : une nouvelle société soutient

L'aciérie ArcelorMittal est devenue la 40e société extractive à soutenir l'ITIE à l'échelle internationale. Le 22 janvier 2009, ArcelorMittal a confirmé son soutien à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives après avoir participé de façon dynamique à l'ITIE au Libéria depuis mai 2007.

Un Comité sur la transparence pétrolière en Amérique latine

ARPEL, l'Association régionale des compagnies pétrolières et de gaz naturel en Amérique latine et aux Caraïbes, organise sa Conférence 2009 sur le thème « Développement durable : le rôle de l'industrie du pétrole et du gaz en Amérique latine et aux Caraïbes ». Cette Conférence sera organisée à Punta del Este, en Uruguay. Le Secrétariat de l'ITIE participera au comité « gouvernance d'entreprise et transparence » qui aura lieu le 23 avril.

Lettre du Président de l'ITIE suite à la Conférence de Doha

Avec ses 500 participants originaires de 80 pays, 70 intervenants et sa myriade de réunions parallèles, la 4^e Conférence mondiale de l'ITIE, qui s'est déroulée du 16 au 18 février à Doha, au Qatar, a marqué un moment historique pour l'ITIE. La conférence a marqué la transformation de l'ITIE, autrefois une simple initiative, en une norme mondiale en faveur de la transparence. En outre, l'Azerbaïdjan est devenu le premier pays à atteindre le statut de pays conforme. L'intérêt suscité par l'ITIE et la participation à cette initiative continuent de croître ; nous avons en effet reçu des promesses de soutien de la part de nouveaux pays et entreprises, attestant du consensus grandissant selon lequel l'ITIE engendre des avantages concrets en termes d'amélioration de la gestion financière, de la responsabilité et du climat commercial. Le rapport de suivi de l'ITIE pour la période 2007-2009 a été présenté à la Conférence. Ce rapport énonçait les progrès réalisés par l'initiative depuis la dernière conférence.

Dans son discours d'ouverture, la Présidente du Libéria Ellen Johnson-Sirleaf a déclaré que sans une volonté politique forte dans les pays mettant en œuvre l'initiative, nous ne pouvons escompter le succès d'aucun programme ITIE, reflétant par ailleurs une conclusion fort répandue au sein de la Conférence.

Parmi les parties prenantes de la conférence, tout le monde était d'accord pour reconnaître que la crise économique mondiale accentue d'autant plus l'importance de l'ITIE. La chute nette des prix du pétrole, du gaz, des métaux et des minerais à l'international se traduit par un déclin important des revenus des gouvernements au sein des économies qui dépendent des matières premières. Les changements fondamentaux qui ont lieu dans le climat d'investissement international renforcent le besoin de transparence alors que les entreprises et les investisseurs sont de plus en plus réticents à l'idée de prendre des risques. Comme l'a indiqué M. George Soros, les pays mettant en œuvre l'ITIE ont un avantage concurrentiel par rapport à ceux qui ne participent pas à l'initiative car ils attirent davantage d'investissements dans le climat actuel. Les normes comptables et de déclaration rigoureuses propres à l'ITIE aident à garantir une meilleure ouverture et une égalité des chances accrue dans l'environnement commercial. Le PDG de Royal Dutch Shell M. Jeroen van der Veer nous a également rappelé la raison pour laquelle l'ITIE est dans l'intérêt des entreprises qui souhaitent se comporter de manière honnête et transparente.

La récente candidature de la Norvège à l'ITIE, premier pays de l'OCDE à mettre en œuvre l'initiative, et la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU en faveur de l'ITIE l'an dernier représentent des étapes importantes de l'élargissement de la mise en œuvre de l'ITIE. Nous espérons que d'autres économies émergentes et des pays industrialisés suivront l'exemple de la Norvège et aideront à rehausser le profil et le bien-fondé de l'initiative.

Je conclus par une réflexion plus générale sur l'ITIE. La crise économique et financière actuelle est en fin de compte une crise de gouvernance ou plutôt due à un manque de gouvernance. Parfois, un meilleur contrôle gouvernemental et des réglementations plus intelligentes sont clairement requis. Ce n'est toutefois pas la seule manière d'améliorer la gouvernance. Je pense que toutes les déclarations faites lors de notre Conférence mondiale et dans le rapport de suivi 2007-2009 confirment qu'une coalition multipartite comme la nôtre peut renforcer le tissu même de la gouvernance. Faisons donc en sorte de continuer à garantir que l'extraction des ressources naturelles débouche réellement sur des avantages pour les citoyens auxquels ces ressources appartiennent. Faisons en sorte de tirer des leçons de l'impact de l'ITIE lorsque nous relevons les défis de la bonne gouvernance au sens large.

Bien cordialement,



Dr Peter Eigen
Président



Points forts de la Conférence

- ◆ L'**Azerbaïdjan** a été accepté en qualité de *pays conforme à l'ITIE* – le premier pays à compléter avec succès le processus de validation ITIE, le mécanisme de contrôle qualité de l'ITIE visant à évaluer si un pays a satisfait aux exigences de la norme ITIE.
- ◆ La **Tanzanie** est devenu le 26^e *pays candidat à l'ITIE* (la Norvège, premier pays de l'OCDE à mettre en œuvre l'ITIE, a quant à elle accédé au statut de pays candidat juste avant la Conférence) ;
- ◆ Les ministres des gouvernements du **Mozambique**, d'**Éthiopie** et d'**Albanie** ont tous officiellement déclaré leur engagement à devenir des pays mettant en œuvre l'ITIE et ont énoncé les mesures qu'ils allaient prendre pour atteindre le statut de pays candidat à l'ITIE.
- ◆ Le **Japon** a annoncé qu'il deviendrait un pays soutenant l'ITIE. Le Japon cherchera à « aider à rehausser la présence de l'initiative dans la région Asie-Pacifique ». Tous les membres du G7, le groupe des sept plus grands pays industrialisés, soutiennent désormais l'ITIE.
- ◆ Le ministre d'État à l'Énergie et à l'Industrie du **Qatar** S.E Dr Mohammed Saleh Al-Sada a réitéré le fort soutien de son pays à l'ITIE et annoncé que Qatar Petroleum deviendrait une entreprise soutenant l'ITIE.
- ◆ La **Ligue arabe** a accueilli favorablement l'initiative et exprimé son soutien aux principes de l'ITIE.
- ◆ Lors de son discours d'ouverture, la Présidente Ellen Johnson-Sirleaf du **Libéria** a déclaré que l'ITIE avait aidé le pays à s'éloigner de la corruption et de la mauvaise attribution des ressources naturelles qui avaient contribué à alimenter des décennies de guerre civile au Libéria.
- ◆ Le Président de l'ITIE Peter Eigen a souligné l'importance de protéger et respecter la société civile dans ses efforts de lutte contre la corruption et de responsabilisation des gouvernements et des entreprises.
- ◆ Le **Libéria** a reçu un Prix pour la rapidité des progrès réalisés par le pays vers la mise en œuvre de l'ITIE. L'**Azerbaïdjan** a également reçu un Prix pour être le pays le plus avancé sur la route ITIE et être devenu le premier pays conforme à l'ITIE. Le **Kazakhstan** a reçu un Prix spécial pour ses efforts de sensibilisation à l'ITIE au sein d'un pays de cette taille.
- ◆ **M. George Soros** a clairement indiqué qu'il pensait que les pays mettant en œuvre l'ITIE bénéficieraient d'un avantage concurrentiel car ils attirent davantage d'investissements dans une économie mondiale qui se montre de plus en plus réticente à prendre des risques. Les normes comptables et de déclaration rigoureuses propres à l'ITIE plaisent aux investisseurs qui cherchent à minimiser les risques en assurant une meilleure ouverture et une égalité des chances accrue dans l'environnement commercial.
- ◆ L'**Association des membres de l'ITIE** a été mise sur pied conformément au droit norvégien, incorporant ainsi toute la structure ITIE mondiale, y compris le Conseil d'administration et le Secrétariat international. Conformément aux nouveaux statuts, un nouveau Conseil d'administration a été élu.

Citations de la Conférence de Doha

Je pense que, dans le climat financier actuel difficile, les pays riches en ressources qui mettent en œuvre l'ITIE auront un avantage concurrentiel. L'ITIE met non seulement des informations essentielles et vérifiables à la disposition du public, mais elle fait aussi la promotion d'un degré de confiance parmi les parties prenantes d'un pays qui est propice aux investissements.

George Soros, président, Open Society Institute

Tous ceux d'entre nous qui soutiennent cette initiative peuvent être fiers à juste titre de la façon dont elle a rassemblé les gouvernements, la société civile et le secteur privé afin qu'ils travaillent ensemble de façon constructive. Les initiatives multipartites ne marchent pas toujours. Leur dimension véritablement multipartite est toutefois essentielle pour connaître la réussite.

Jeroen van der Veer, directeur général, Royal Dutch Shell plc

Au fur et à mesure que l'ITIE mûrit et s'élargit, la transparence dont elle fait la promotion aidera les pays riches en ressources naturelles à créer un climat favorable à l'investissement dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation.

La simplicité des objectifs de l'ITIE, à savoir la publication des revenus et des paiements liés à l'industrie extractive, est la raison de son attrait auprès du public. Toutefois, la bonne poursuite de cette initiative nécessite une grande coopération de la part des compagnies actives dans les industries extractives et est exigeante vis-à-vis des pays candidats, en particulier en termes de capacité de l'administration de leurs revenus.

Takatoshi Kato, directeur général adjoint, FMI

La crise financière mondiale renforce l'importance d'atteindre une meilleure transparence, non seulement dans les industries extractives mais aussi dans l'ensemble de l'économie. Nous devrions résister à ceux qui suggèrent le contraire et disent que d'une manière ou d'une autre, les conditions actuelles justifient un retard dans la mise en œuvre intégrale de l'ITIE.

Peter J. Robertson, vice-président du conseil d'administration, Chevron Corporation

Le premier rapport ITIE du Libéria offre pour la première fois dans l'histoire du pays un rapprochement ouvert et transparent des archives du gouvernement et des industries concernées en ce qui concerne les paiements effectués par les industries et ceux qui sont perçus et enregistrés aux comptes du gouvernement.

S.E. Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria

Les transcriptions de nombreuses allocutions faites à Doha sont disponibles sur www.eiti.org/DohaConference



Film sur l'ITIE

Diffusé pour la première fois à l'occasion de la Conférence, le court-métrage intitulé Making Resources Work for People est à présent sur le site Internet de l'ITIE où vous pouvez le visionner.

Pays ITIE

Azerbaïdjan
Côte d'Ivoire
Cameroun
République Centrafricaine
République démocratique du Congo
Guinée équatoriale
Gabon
Ghana
Guinée
Kazakhstan
Kirghizistan
Libéria
Madagascar
Mali
Mauritanie
Mongolie
Niger
Nigéria
Norvège
Pérou
République du Congo
Sao Tomé-et-Principe
Sierra Leone
Tanzanie
Timor-Leste
Yémen

Les gouvernements d'autres pays ont également annoncé qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre l'ITIE. Ces pays feront l'objet d'un examen en vue d'être acceptés comme pays candidats une fois qu'ils auront envoyé leur demande de candidature à l'ITIE.

Le Conseil d'administration de l'ITIE 2009-2011

Au cours de la Conférence mondiale de l'ITIE à Doha, l'Assemblée des membres de l'ITIE a nommé le Conseil d'administration de l'ITIE pour la période 2009-2011. Ce Conseil remplira ses fonctions jusqu'à la prochaine conférence de l'ITIE.

Président

Dr Peter EIGEN

Pays

Mr Abdoul Aziz ASKIA, Secrétaire permanent, ITIE Niger
Suppléant : **Mr Sidi OULD ZEÏNE**, Président, ITIE Mauritanie

M. Essimi MENYE, ministre des Finances, Président de l'ITIE Cameroun, Cameroun
Suppléant : **M. T. Negbalee WARNER**, Coordinateur national, ITIE Libéria, Libéria

Prof. Humphrey Assisi ASOBIE, Président, NEITI Nigéria
Suppléant : **M. Nana Juaben-Boaten SIRIBOE**, Président GEITI, Ghana

M. Shahmar MOVSUMOV, Directeur exécutif, Fonds pétrolier de l'État, Azerbaïdjan
Suppléant : **M. Dashdorj ZORIGT**, ministre des Ressources naturelles et de l'énergie, Mongolie

M. Kairat DJUMALIEV, Chef du ministère de l'Énergie et des ressources minérales, Kirghizistan
Suppléant : **Mr. Alfredo PIRES**, Secrétaire d'État des Ressources naturelles, Timor-Leste

M. Mark PEARSON, Directeur général, Relations externes, Intégration scientifique et politique, Ressources Naturelles Canada
Suppléant : **M. Stephen GALLOGLY**, Directeur de la politique internationale de l'énergie et des matières premières, Département d'État, États-Unis

M. Jostein LEIRO, Directeur général adjoint, Département de l'ONU, ministère des Affaires étrangères, Norvège
Suppléant : **M. Henk MAHIEU**, Conseiller général, Département des affaires économiques, ministère des Affaires étrangères, Belgique

Mme Ingrid-Gabriela HOVEN, Directrice générale, ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, Allemagne
Suppléant : **Son Excellence Michel DOUCIN**, Ambassadeur, Responsabilité sociale institutionnelle et bioéthique, ministère des Affaires étrangères et européennes, France

Organisations de la société civile

M. Ingilab AHMADOV, Directeur du Centre de surveillance des finances publiques à Bakou, Azerbaïdjan
Suppléant : **M. Dorjdari NAMKHAJANTSAN**, Open Society Forum, Mongolie

M. Alfred BROWNELL, Green Advocates, Libéria

M. Christian MOUNZEO, Coordinateur Publiez ce que vous payez Congo/Président Rencontre Pour la Paix et les Droits de l'Homme, République du Congo
Suppléant : **M. Gilbert MAOUNDONODJI**, Coordinateur, Groupe de Recherches Alternatives et de Monitoring du Projet Pétrole Tchad-Cameroun, Tchad

M. Bennett FREEMAN, Oxfam America/Oxfam International
Suppléant : **M. Michel ROY**, Directeur international du Plaidoyer, Secours Catholique, France

M. Anthony RICHTER, Revenue Watch Institute, États-Unis
Suppléant : **Mme Radhika SARIN**, Coordinatrice internationale, Publiez ce que vous payez

Entreprises y compris les investisseurs

M. Mariano RUÏZ FUNES, Coordinateur consultant, Direction générale, PEMEX
Suppléant : **M. Reidar GJAERUM**, Vice-président principal, Communication institutionnelle, StatoilHydro

M. Stuart BROOKS, Directeur, Relations internationales, Chevron
Suppléant : **Dr John KELLY**, Coordinateur, Planification et Affaires publiques en amont, ExxonMobil

M. David BAKER, Vice-président de la Gouvernance et des affaires écologiques, Newmont Mining
Suppléant : **M. Olivier LOUBIÈRE**, Conseiller sur la politique éthique de l'entreprise, AREVA

Dr R. Anthony HODGE, Président, Conseil international des mines et métaux

M. Jean-François LASSALLE, Vice-président des Affaires publiques E&P, Total
Suppléant : **M. Keith RUDDOCK**, Conseil général – Exploitation et production, Royal Dutch Shell

Mme Julie McDOWELL, Standard Life Investments
Suppléant : **M. David DIAMOND**, Directeur adjoint du Développement ISR, Allianz Global Investors

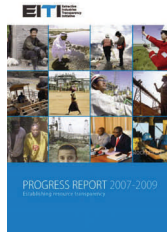
Publications ITIE lancées à Doha

À l'occasion de la Conférence de Doha, un certain nombre de publications ont été lancées, à savoir :

Rapport de suivi de l'ITIE 2007-2009

Ce rapport met l'accent sur les accomplissements et les principaux développements de l'ITIE au cours des deux dernières années. Il a été rédigé par le Secrétariat de l'ITIE avec la contribution des parties prenantes de l'ITIE. Il est désormais disponible en français et en anglais à l'adresse suivante :

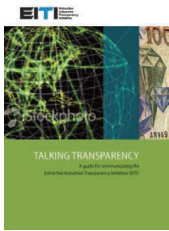
www.eiti.org/document/progressreport



Guide de la communication

Ce guide est un outil pratique destiné à ceux qui mettent en œuvre l'ITIE et qui leur apprend à mettre en place un programme de communication efficace. Il partage les meilleures pratiques en provenance des pays de l'ITIE. Il est désormais disponible en français et en anglais à l'adresse suivante :

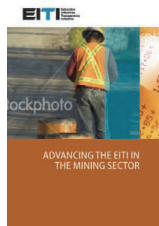
www.eiti.org/document/communicationsguide



Advancing the EITI in the Mining Sector

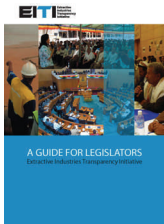
Cette publication comprend des contributions de l'industrie, des praticiens et de la société civile. Dix études de cas illustrent également nombre des problèmes les plus frappants dans la mise en œuvre de l'ITIE dans le secteur de l'exploitation minière. Elle est désormais disponible en anglais à l'adresse suivante

www.eiti.org/document/mining



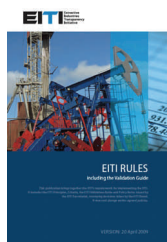
Guide ITIE à l'attention des législateurs

Ce guide explique comment les parlementaires peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre de l'ITIE et la réalisation de la transparence des revenus issus des ressources naturelles. Il est le fruit d'une collaboration entre le NDI, le Secrétariat de l'ITIE et le Revenue Watch Institute. Il est désormais disponible en français, anglais et russe à l'adresse suivante : www.eiti.org/document/mpguide



EITI Rules, including the Validation Guide

Cette publication rassemble les exigences de l'ITIE en matière de mise en œuvre de l'initiative. Elle comprend les principes de l'ITIE, ses critères, le guide de validation et les notes de politique émises par le Secrétariat de l'ITIE et rapportant les décisions prises par le Conseil d'administration de l'ITIE. Elle ne change pas les politiques précédemment convenues. Cette publication est désormais disponible en français, russe, anglais et espagnol à l'adresse suivante : www.eiti.org/document/rules.



Pour tout complément d'information concernant les publications de l'ITIE, veuillez contacter le directeur de la communication Anders Kråkenes (akrakenes@eiti.org)

Le Secrétariat de l'ITIE

Jonas Moberg, Chef du Secrétariat
Tél. +47 2224 2105

Eddie Rich, Chef adjoint et Directeur régional

E-mail erich@eiti.org

Mise en œuvre et liaison en Afrique anglophone et lusophone et au Moyen-Orient, et relations avec les parties prenantes

Samuel R Bartlett, PhD,
Directeur régional

E-mail sbartlett@eiti.org

Mise en œuvre et liaison en Asie, et Validation

Tim Bittiger, Directeur régional

E-mail tbittiger@eiti.org

Mise en œuvre et liaison en Afrique francophone

Chris Eads, Conseiller en chef

E-mail ceads@eiti.org

Relations commerciales

Sofi Halling, Stagiaire

E-mail shalling@eiti.org

Tél +47 2224 2113

Leah Krogsund, Secrétaire de direction

E-mail lkrogsund@eiti.org

Tél +47 2224 2105 Fax +47 2224 2115

Contact avec le Chef du Secrétariat, Jonas Moberg, et soutien logistique aux activités du Conseil d'administration

Anders T Kråkenes,

Directeur de la communication

E-mail akrakenes@eiti.org

Tél +47 2224 2108

Demandes d'interview, relations avec la presse, site Internet, publications, utilisation du logo

Christine Nowak

Directrice du Bureau du Président

E-mail cnowak@eiti.org

Tél +49 30 2005 971 13

Fax +49 30 2005 971 19

Contact avec le Président de l'ITIE

Francisco Paris, PhD, Directeur régional

E-mail fparis@eiti.org

Tél +47 2224 0473

Mise en œuvre et liaison en Amérique latine, aux Caraïbes, en Chine et en Guinée équatoriale, et dans le secteur minier